

COORDINATION INTER-AGENCES POUR L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET LA REDEVABILITÉ

Note d'orientation destinée à aider les Sociétés nationales à jouer un rôle plus important dans la coordination inter-agences pour l'engagement communautaire et la redevabilité.

Introduction

Les crises se multiplient dans le monde entier et touchent chaque année davantage de personnes. Pourtant, les fonds nécessaires pour répondre à ces besoins croissants diminuent. Aujourd'hui, plus que jamais, les agences humanitaires doivent travailler ensemble pour utiliser efficacement des ressources limitées et s'assurer que les communautés reçoivent le soutien dont elles ont besoin.

Aucune agence - y compris les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge - ne peut se permettre de travailler de manière isolée. Sans coordination, les initiatives risquent d'être redondantes, les ressources gaspillées, les possibilités de collaboration manquées et la qualité de l'intervention humanitaire compromise. Les donateurs accordent également de plus en plus la priorité à une action coordonnée et rationalisée qui maximise l'impact.

Les Sociétés nationales peuvent tirer d'importants avantages d'une participation active à la coordination interagences pour le CEA, voire d'une direction de cette coordination. Grâce à leurs liens étroits avec les communautés et à leurs vastes réseaux de bénévoles, elles jouent un rôle essentiel en veillant à ce que les besoins et les préoccupations des communautés soient au cœur des priorités humanitaires. Dans le même temps, ils peuvent accéder à un apprentissage, à une expertise et à des ressources précieuses de la part du secteur humanitaire au sens large.

Cette note d'orientation aide les Sociétés nationales à renforcer leur rôle dans la coordination interagences sur le CEA. Elle répond à des questions clés, notamment [qu'est-ce que la coordination inter-agences sur le CEA](#), [pourquoi elle est importante](#), [les défis à relever](#) et [comment s'y préparer](#) et [comment les Sociétés nationales peuvent s'engager efficacement dans les groupes de coordination sur le CEA](#). Élaborées à partir de l'expérience des Sociétés nationales qui assument déjà des rôles de coordination plus importants, ces lignes directrices sont accompagnées de cinq études de cas provenant du [Cameroun](#), [du Tchad](#), [de l'Indonésie](#), [du Myanmar](#) et du [Panama](#).

1. QU'EST-CE QUE LA COORDINATION INTER-AGENCES SUR LE CEA ?

Qu'est-ce que la coordination inter-agences ?

« N'est-ce pas une initiative de l'ONU ? »

La coordination inter-agences est la **coordination avec les partenaires extérieurs** qui ne font pas partie du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Il s'agit de gouvernements, d'agences des Nations unies, d'ONG internationales et nationales et de groupes communautaires.

La coordination **visé à garantir que les agences travaillent ensemble à la réalisation d'objectifs communs et ne font pas double emploi.**

Il existe **généralement des groupes de coordination pour les différents domaines techniques**, parfois appelés "clusters" ou "secteurs".

Comment le CEA est-il coordonné entre les agences ?

« Pourquoi porte-t-il différents noms ? »

Le CEA est **généralement coordonné par un groupe de travail** qui réunit les agences afin d'harmoniser les activités, les plans et les approches du CEA. Il peut s'agir d'un groupe permanent ou d'un groupe établi pour une intervention d'urgence. Il **pourrait être appelé groupe de travail sur la redevabilité envers les personnes affectées (AAP) ou groupe de travail sur l'engagement communautaire (CEWG)**. En cas d'épidémie, il peut s'agir d'un groupe de travail sur la communication des risques et l'engagement communautaire (RCCE), qui comprend du personnel de santé et du CEA.

Il **peut exister des sous-groupes plus restreints** qui se concentrent sur des domaines spécifiques tels que le retour d'information de la communauté ou le renforcement des capacités.

Lors de catastrophes naturelles et de conflits, le **Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)** soutient la coordination inter-agences du CEA dans le cadre du **système de clusters** généralement par le biais d'un groupe de travail AAP.

Dans les situations d'urgence en matière de santé publique, l'OMS ou l'UNICEF assure la coordination, souvent aux côtés du ministère de la santé, généralement par l'intermédiaire d'un groupe de travail RCCE.

Dans les crises de réfugiés, le HCR supervise la coordination de l'AAP.

Parfois, il existe à la fois des groupes de travail AAP et RCCE, notamment lorsqu'une épidémie survient dans un pays où il existe déjà un groupe de travail AAP. Des efforts sont en cours pour garantir une approche plus harmonisée de la coordination entre les différents types de situations d'urgence.

Qui participe à la coordination inter-agences du CEA ?

"Les agences internationales sont-elles les seules concernées ?

La coordination inter-agences du CEA inclut le **gouvernement**, les **agences des Nations unies** (par exemple, l'UNICEF, l'OCHA, l'OMS, etc.), les **ONG internationales et nationales** (par exemple, Save the Children, Oxfam, IRC), les **organisations spécialisées** (par exemple, BBC Media Action, Internews), les **groupes communautaires** et les **organisations de recherche** (par exemple, les universités, Anthrologica).

Ces groupes sont parfois **dirigés ou coprésidés par le gouvernement ou une organisation nationale**. Dans certains cas, la FICR ou la Société nationale coprésident les groupes de travail du CEA aux côtés d'une agence des Nations unies.

Lorsqu'il n'existe pas de groupe de coordination dédié au CEA, **la coordination de l'engagement communautaire peut se faire par le biais de structures existantes**, telles que les groupes de travail sur la promotion de la santé dirigés par le gouvernement (par exemple, au Cameroun) ou **par le biais d'une coordination bilatérale avec le gouvernement** (par exemple, dans le cadre de [l'Étude de cas du Panama](#)).

<p>Que se passe-t-il lors d'une réunion de coordination du CEA ?</p> <p>« À quoi dois-je m'attendre si j'assiste à l'une de ces réunions ? »</p>	<p>Les réunions de coordination du CEA se déroulent en présentiel et en ligne - une fois par semaine ou plus en cas de crise, ou une fois par mois ou de manière ponctuelle dans les situations non urgentes.</p> <p>Les points à l'ordre du jour sont généralement les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partager les dernières informations sur les activités et les approches du CEA. • Discuter du retour d'information de la communauté et de la manière d'y donner suite, y compris en partageant les références de retour d'information entre les membres de la communauté. • Planifier des stratégies et des activités communes au CEA et au RCCE. Par exemple, la meilleure façon de répondre collectivement aux épidémies. • Partager les expériences et les enseignements tirés, de la manière d'organiser des formations à la mise en place de mécanismes de retour d'information au sein de la communauté. • Comment soutenir d'autres secteurs techniques comme WASH, la santé, etc.
<p>Que font les groupes de coordination du CEA ?</p> <p>« Est-ce que ce ne sont que des paroles, ou mettent-ils réellement les choses en œuvre ? »</p>	<p>Les groupes de coordination du CEA ont un niveau d'activité variable certains mettent en œuvre des initiatives communes tandis que d'autres donnent la priorité au partage d'informations. Leur rôle dépend du contexte, de l'objectif, de la composition et des organismes responsables.</p> <p>Les activités les plus courantes sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordonner l'échange d'informations avec les communautés (quoi, comment et quand communiquer). • Mettre en place de mécanismes de retour d'information de la communauté. • Créer un tableau de bord ou des rapports de retour d'information inter-agences à partager avec tous les intervenants et tous les secteurs. • Mise en place de des systèmes de remontée d'informations, y compris pour les questions sensibles (par exemple, la protection, la fraude, l'exploitation et les abus sexuels). • Partager les outils et le matériel du CEA. • Organiser des formations sur le CEA pour le groupe de travail ou d'autres secteurs. • Organiser des webinaires et des formations sur des sujets spécifiques allant de l'impact de la COVID-19 à la sécurité des données et à la désinformation. • Élaboration de Matériel RCCE (par exemple, affiches, jingles radio, SMS) pour faire face aux épidémies. • Effectuer des enquêtes et évaluations conjointes pendant les catastrophes.
<p>Qu'attend-on des Sociétés nationales ?</p> <p>« Quelle est la contribution attendue de notre part ? »</p>	<p>Le rôle d'une Société nationale dans la coordination du CEA varie mais il peut comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assister régulièrement aux réunions. • Fournir des mises à jour sur les activités d'engagement communautaire et d'autres activités pertinentes. • Partager le retour d'information de la communauté et discuter de la manière d'y donner suite. • Contribuer aux plans, activités et matériels communs du CEA. • Participer à des évaluations et des enquêtes conjointes. • Participer à des sous-groupes sur des sujets tels que le retour d'information de la communauté.

<p>Qu'est-ce que le système des clusters ?</p> <p>« J'ai entendu les Nations unies parler de clusters - de quoi s'agit-il ? »</p>	<p>Lors de situations d'urgence de grande ampleur, les Nations unies peuvent activer le système de clusters pour garantir une réponse coordonnée et fondée sur les besoins.</p> <p>Il organise les activités d'humanisation en 11 secteurs et 4 thèmes transversaux, chacun dirigé par des agences désignées (par exemple, l'OMS pour la santé, la FICR/le HCR pour les abris). Pour en savoir plus https://reliefweb.int/topics/cluster-coordination</p>
<p>Qu'est-ce que le service collectif ?</p> <p>« Comment peut-il aider les Sociétés nationales ? »</p>	<p>Le service collectif est un partenariat entre la FICR, l'UNICEF et l'OMS, lancé pendant la pandémie de COVID-19 pour coordonner et développer le RCCE.</p> <p>Aujourd'hui, il vient en soutien des gouvernements et des partenaires dans les situations d'urgence en matière de santé publique en assurant la coordination, la recherche, la mise à disposition de boîtes à outils (par exemple, le virus de Marburg, la variole du singe, sécheresse), un service d'assistance et des formations. Les sous-groupes mondiaux se concentrent sur les médias, les migrants, les réfugiés et l'engagement des jeunes et un sous-groupe régional existe pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Pour en savoir plus https://www.rcce-collective.net/.</p>
<p>Qu'est-ce que l'initiative phare ?</p> <p>« La société nationale devrait-elle participer à ce projet ? »</p>	<p>Lancée en 2023, l'initiative phare vise à remodeler l'action humanitaire en donnant la priorité aux besoins des communautés plutôt qu'aux programmes des fournisseurs d'aide.</p> <p>Pilotée en Colombie, au Niger, aux Philippines et au Soudan du Sud, elle met l'accent sur l'engagement participatif et le financement des priorités locales.</p> <p>Les Sociétés nationales ont ainsi la possibilité d'influer sur la manière dont l'aide est coordonnée, acheminée et financée. Pour en savoir plus : https://www.unocha.org/flagship-initiative.</p>

2. AVANTAGES DE LA COORDINATION INTER-AGENCES DU CEA

Pourquoi devrions-nous nous coordonner sur le CEA ?

« Le temps et les efforts ne sont-ils pas mieux utilisés dans des projets au sein de la communauté ? »

La coordination inter-agences en matière de CEA profite aux communautés en :

- **Améliorant la qualité de l'aide** : Par exemple, le fait de planifier ensemble des campagnes de communication sur les risques permet aux communautés de recevoir des informations cohérentes. Au Panama, la formation sur le CEA dispensée par la Société nationale aux autorités locales les a amenées à consulter les communautés avant de planifier les activités d'intervention.
- **Identifiant les lacunes** : Le partage du retour d'information de la communauté aide les agences à repérer les besoins non satisfaits et à s'assurer que les questions essentielles sont abordées. La coordination permet également de s'assurer que le retour d'information est partagé avec les groupes de travail techniques, tels que WASH ou la santé, afin qu'ils puissent l'utiliser pour améliorer leurs activités.
- **Réduisant les doublons** : La coordination permet aux agences de se compléter plutôt que de faire double emploi. Au Cameroun, la Société nationale a pu adapter ses plans de sensibilisation dans une communauté lorsqu'elle a appris, grâce à la coordination, qu'une autre agence s'était déjà rendue sur place. Le partage des plans d'évaluation et des résultats permet également d'éviter que plusieurs organismes mènent des enquêtes aux mêmes endroits, ce qui serait source de mécontentement au sein de la communauté.
- **Meilleure utilisation des ressources** : Le temps et le financement sont limités. La coordination garantit une utilisation efficace des ressources. Par exemple, en produisant des outils et du matériel communs au lieu que chaque agence crée ses propres outils et matériel.

Quels sont les avantages pour la Société nationale ?

« Qu'ont gagné les Sociétés nationales en participant aux groupes de coordination du CEA ? »

Les Sociétés nationales déclarent tirer de nombreux avantages de leur participation à la coordination inter-agences du CEA. Citons notamment :

- **Outils et matériaux** : Les Sociétés nationales ont eu accès à du matériel de communication sur les risques liés à des maladies comme la COVID-19 et la variole du singe par l'intermédiaire des groupes de travail RCCE, ce qui leur a permis d'économiser le temps et les ressources nécessaires à la production de ce matériel. Ces matériels sont souvent pré-approuvés par le ministère de la santé, ce qui permet une distribution rapide.
- **Impact renforcé** : Les Sociétés nationales ont constaté qu'elles pouvaient faire plus en s'associant à d'autres. Par exemple, la Croix-Rouge du Myanmar fait partie d'une plateforme de retour d'information inter-agences qui analyse les préoccupations des communautés et les partage avec les responsables humanitaires. C'est une chose que la Société nationale ne pouvait pas faire seule. Au Tchad, les agences mettent en commun les commentaires provenant de différents canaux, ce qui signifie que toutes les agences ont accès à davantage de commentaires qu'elles ne pourraient en recueillir seules.
- **Apprendre des autres** : Les Sociétés nationales ont gagné du temps et de l'argent en s'appuyant sur l'expérience des autres. Les exemples vont de l'extension d'un mécanisme de retour d'information à l'ensemble du pays (Myanmar) à la gestion d'appels en plusieurs langues (Cameroun).

	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux données, à la recherche et à l'expertise : En Indonésie, la Société nationale a eu accès à des recherches, des données et des experts tels que des épidémiologistes, en participant au groupe de travail RCCE. Elle a pu faire appel à ces experts pour apporter leur soutien à ses émissions de radio, ses podcasts et ses sessions Instagram en direct. • Formation et renforcement des capacités : Les groupes inter-agences peuvent proposer des formations destinées au personnel et aux volontaires des Sociétés nationales, sur des sujets tels que la désinformation ou le retour d'information. • Réputation et relations : Les Sociétés nationales ont amélioré leur réputation et leurs relations avec les gouvernements, les partenaires et les donateurs grâce à la coordination inter-agences. Au Cameroun, des représentants du gouvernement se joignent désormais aux formations CEA de la Société nationale et aux cinémas itinérants. Pendant leur séjour en Indonésie, leur collaboration à une enquête de perception menée par l'OMS leur a permis de se positionner comme des acteurs essentiels dans la lutte contre la COVID-19, ce qui leur a valu un certificat d'appréciation du ministère de la Santé et le soutien de donateurs. • Financement et ressources : Faire partie des groupes de coordination du CEA peut donner accès à des financements et à des ressources. Par exemple, le groupe de travail AAP du Myanmar offre de petites subventions à ses membres. Au Panama, la Société nationale et le gouvernement ont combiné leurs ressources pour organiser des réunions communautaires dans le cadre d'une intervention. • Efficacité des remontées d'information : Les Sociétés nationales bénéficient également d'un processus structuré d'orientation du retour d'information, qui leur permet d'adresser les problèmes non résolus aux agences appropriées pour qu'elles prennent les mesures qui s'imposent. Il s'agit notamment de signaler et de faire remonter les informations sensibles.
<p>Quels sont les risques liés à l'absence de coordination sur le CEA ?</p> <p>« Qu'est-ce que nous perdons si nous ne participons pas ? »</p>	<p>L'absence de coordination en matière de CEA peut nuire à la fois à la communauté et à la Société nationale en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créant de la confusion et augmentant la souffrance : Le partage d'informations contradictoires sème la confusion et limite la capacité des personnes à obtenir de l'aide et à rester en sécurité. • Générant de la frustration et de la méfiance : La répétition des évaluations et des activités dans la même communauté est source de frustration et peut nuire à la confiance et à l'acceptation des acteurs humanitaires. • Perte de temps et de ressources : Dupliquer les efforts signifie que moins de personnes seront prises en charge et bénéficieront du soutien dont elles ont besoin. • Diminuer la qualité des services : En ne partageant pas leur savoir-faire, les enseignements tirés et les ressources. • Occasions de collaboration manquées : En ne participant pas aux groupes de coordination du CEA, les Sociétés nationales risquent de manquer l'occasion de prendre part à des initiatives conjointes. • Financement manqué : Les donateurs préfèrent financer des efforts inter-agences coordonnés et efficaces et souhaitent que les Sociétés nationales jouent un rôle actif dans les groupes de coordination du CEA.

3. DIFFICULTÉS DE LA COORDINATION INTER-AGENCES DU CEA

Quels sont les difficultés de la coordination inter-agences ?

"Quels sont les problèmes auxquels les Sociétés nationales pourraient être confrontées ?

Les avantages de la coordination inter-agences l'emportent sur les difficultés, mais en être conscient aide les Sociétés nationales à s'y préparer. Citons notamment :

- **Engagement en termes de temps** : Les Sociétés nationales peuvent ne disposer que d'un personnel limité, voire inexistant, pour le CEA, ce qui signifie qu'elles doivent trouver un équilibre entre la participation aux réunions de coordination et le temps passé dans les communautés ou à d'autres tâches.
- **Exigences envers la Société nationale** : Grâce à leur vaste réseau de volontaires, les Sociétés nationales peuvent être invitées à mettre en œuvre des activités conjointes ou à s'associer à d'autres organisations, ce qui met à rude épreuve des ressources déjà très sollicitées.
- **Risque pour la neutralité** : Dans les contextes de conflit, la nécessité de maintenir l'indépendance vis-à-vis des Nations Unies ou du gouvernement peut limiter la capacité de la Société nationale à participer à la coordination et aux activités conjointes.

Comment pouvons-nous relever ces défis ?

« Quelles solutions les Sociétés nationales ont-elles mises en œuvre pour relever ces défis ? »

Les Sociétés nationales ont trouvé des solutions créatives pour relever ces défis.

Remédier au manque de temps :

- **Participez virtuellement aux réunions de coordination du CEA** pour économiser du temps de déplacement.
- **Partagez la responsabilité de la participation** avec un collègue, votre supérieur hiérarchique ou les points focaux CEA des régions.
- **Lisez les comptes-rendus des réunions si vous ne pouvez pas y assister** pour rester informé.
- **Concentrez-vous sur les domaines clés où la Société nationale peut apporter une valeur ajoutée** s'il n'est pas possible de suivre tout ce que fait le groupe de travail.

Répondre aux demandes de la société nationale :

- **Soyez honnête quant aux capacités de la Société nationale** et n'hésitez pas à refuser les activités qui outrepassent ces capacités.
- **Définissez clairement les objectifs de la Société nationale en matière de coordination inter-agences et les domaines dans lesquels elle peut apporter une valeur ajoutée.**
- **Fixez des limites claires** sur ce que la Société nationale peut et ne peut pas faire, comme par exemple le niveau de données de retour d'information qui peut être partagé.

Traiter les risques pour la neutralité :

- **Utilisez les principes fondamentaux** pour guider la participation et expliquer ce que la Société nationale peut et ne peut pas faire. La Croix-Rouge panaméenne a pour règle que les sept principes fondamentaux doivent être présents, sinon elle ne peut pas participer.
- **Apportez votre contribution sans utiliser le logo de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge.** Par exemple, en partageant les commentaires de la communauté sans mentionner de nom afin qu'ils puissent être analysés par plusieurs agences et ainsi améliorer la réponse.
- **Coordonnez discrètement les appels avec le coordinateur inter-agences du CEA** afin d'obtenir des informations et d'exercer une influence en coulisses.

4. COMMENT COORDONNER L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET LA REDEVABILITÉ

Comment puis-je me renseigner sur la coordination inter-agences du CEA dans mon pays ?

« Je ne sais pas par où commencer ni à qui demander ! »

Pour trouver les groupes de coordination inter-agences du CEA dans votre pays, vous pouvez :

- Demander aux collègues des sociétés nationales, comme la santé pour les groupes de travail RCCE ou PMER pour les groupes de travail sur la redevabilité.
- Demander aux délégués de la FICR, du CICR ou des Sociétés nationales partenaires dans le pays.
- Contacter le personnel du CEA de la FICR dans le cluster ou la région car ils font partie de la coordination régionale et peuvent vous mettre en contact avec les groupes nationaux et vous expliquer ce que vous pouvez attendre des réunions.
- Vérifier auprès de l'OCHA, du HCR, de l'UNICEF ou de l'OMS, car ils peuvent diriger les efforts de coordination du CEA.
- Demander aux collègues du CEA dans les ONG internationales.

Qui doit participer à ces réunions ?

« Est-ce que seul un directeur du CEA peut y assister ? »

Les réunions de coordination inter-agences se concentrent généralement sur des questions opérationnelles et il est donc préférable que le point focal du CEA y participe. Cependant, de nombreuses Sociétés nationales invitent également d'autres collègues, notamment les points focaux CEA régionaux, le personnel PMER ou des collègues spécialisés de secteurs tels que la gestion des catastrophes et la santé, en particulier pour les groupes de travail RCCE. Si un délégué du CEA de la FICR se trouve dans le pays, il peut également participer mais la Société nationale doit prendre l'initiative.

Pour répondre rapidement aux demandes et aux questions concernant les activités conjointes et le financement, le point focal CEA aura besoin du soutien des dirigeants des Sociétés nationales et de leurs collègues spécialisés.

Quelle valeur ajoutée les Sociétés nationales peuvent-elles apporter ?

« Comment peuvent-elles améliorer les efforts conjoints ? »

Les volontaires de la Société nationale sont présents dans presque toutes les communautés et peuvent donc s'assurer que les informations vitales sont partagées à l'échelle nationale pour aider les gens à rester en sécurité.

En tant qu'organisations locales, elles ont une connaissance approfondie de la communauté qui peut améliorer les efforts d'intervention. Leur présence de confiance leur permet également de recueillir des commentaires que d'autres agences pourraient négliger. Elles ont la responsabilité d'amplifier les voix de la communauté et de veiller à ce que leurs idées influencent les décisions.

Comment la Société nationale peut-elle se préparer ?

« Y a-t-il quelque chose que nous devons faire en interne avant d'assister à ces réunions ? »

Les Sociétés nationales soulignent la nécessité d'une préparation interne avant de s'engager dans la coordination inter-agences. Les principaux éléments à prendre en compte sont les suivants :

- Le soutien de la direction garantit qu'une personne est désignée pour assister aux réunions de coordination du CEA et que cette tâche fait partie intégrante de ses fonctions.
- Le personnel du CEA est nécessaire pour garantir une participation efficace, en particulier si la société nationale joue un rôle de premier plan.
- L'institutionnalisation du CEA par le biais de politiques, de formations et d'intégrations renforce la coordination externe. Comme l'a dit une société nationale, « si nous sommes forts à l'intérieur, nous pouvons être forts à l'extérieur ».
- Une bonne coordination et une bonne communication internes sur le CEA entre les opérations, les programmes, les directions générales et la direction permettent de traiter rapidement les questions soulevées lors des réunions.

<p>Conseils des Sociétés nationales ?</p> <p>« Quels sont les enseignements tirés par les Sociétés nationales impliquées dans la coordination inter-agences du CEA ? »</p>	<p>Organisez les réunions dans les langues locales</p> <p>« Les réunions du groupe de travail AAP/CE se déroulaient auparavant en anglais. Il était donc difficile pour les organisations nationales et locales de discuter des problèmes en profondeur. Aujourd'hui, elles ont lieu en birman, avec une traduction en anglais, ce qui a fait une énorme différence. Aujourd'hui, les organisations de la société civile et les ONG locales et nationales s'expriment davantage. » Société de la Croix-Rouge du Myanmar</p> <p>Choisissez la bonne personne</p> <p>« La personne qui assiste aux réunions de coordination doit être la bonne, sous peine de nuire à la réputation de votre organisation. Vous êtes perçu comme représentant votre organisation, et non comme personne. Vous êtes donc responsable de la réputation de la Société nationale. Il faut que ce soit la bonne personne avec les bonnes capacités et les bonnes compétences techniques. » Croix-Rouge indonésienne</p> <p>Soyez proactif</p> <p>« N'ayez pas peur et restez au bureau. Recherchez d'autres agences qui travaillent sur l'engagement communautaire, y compris le gouvernement. Demandez à participer ou même prenez l'initiative et créez vous-même un groupe de travail. Je ne savais pas ce qui existait alors je me suis renseigné(e), et je suis vraiment content(e) de l'avoir fait car cela m'a fait gagner beaucoup de temps. » Croix-Rouge camerounaise</p> <p>Allouez un budget pour la coordination</p> <p>« Ce petit budget nous a permis d'accueillir la réunion dans les bureaux de la Croix-Rouge du Tchad à trois reprises au cours des 6 derniers mois. Cela a vraiment changé notre rôle au sein du groupe, qui est passé d'un statut de membre à celui d'une des principales agences. » Croix-Rouge tchadienne</p> <p>Ne vous concentrez pas uniquement sur le capital</p> <p>« Si certaines provinces ont mis en œuvre des outils et des actions de plaidoyer en faveur du CEA, il en existe d'autres où l'espace de coordination est très limité et où la prise de décision est politique, plutôt que fondée sur des données probantes et bénéfique pour les communautés. »</p> <p>Croix-Rouge panaméenne</p> <p>Impliquez les régions</p> <p>« Il a parfois été difficile d'encourager les points focaux des provinces à assister aux réunions du CEWG. Ils étaient très occupés et concentrés sur l'intervention. Nous avons dû les convaincre de l'utilité de la coordination CEA et leur faire accepter cette idée. Cela a vraiment aidé de les inviter en tant que porte-parole et de leur donner la parole lors de la réunion, car ils se sont ainsi sentis valorisés. Les provinces disposent d'informations importantes sur les besoins et les priorités au niveau communautaire. En partageant ces informations dans des forums de coordination, nous pouvons aider toutes les agences à mieux répondre aux besoins de la communauté. » Croix-Rouge indonésienne</p>
<p>D'autres sources d'aide ?</p>	<p>Lire les études de cas du Cameroun, du Tchad, de l'Indonésie, du Myanmar et du Panama.</p> <p>Demandez aux collègues du CEA de la FICR au niveau du cluster ou de la région. Si vous ne savez pas de qui il s'agit, écrivez à : Alexandra.SICOTTELEVESQUE@ifrc.org.</p> <p>Demandez conseil à d'autres Sociétés nationales via la Communauté de pratique du CEA.</p>